

COMMENTAIRE SPÉCIAL

Le concept de groupes armés non étatiques suscite diverses questions qu'il convient d'examiner le plus rapidement possible. Des discussions plus structurées sur les définitions sont nécessaires car celles-ci varient selon les expériences des États.

La communauté internationale doit admettre qu'un examen de la question des groupes armés non étatiques s'impose. Sur ce point, plusieurs mesures ont déjà été prises dans différents cadres pour empêcher ces groupes de se procurer des armes. La résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 28 avril 2004 pour empêcher de tels acteurs de se procurer des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs ainsi que des éléments connexes, est une avancée majeure dans ce sens.

D'autres initiatives régionales et internationales portent sur des sujets particuliers comme les systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS). L'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des États américains, les conférences des Ministres de l'intérieur des Amériques, le Comité interaméricain contre le terrorisme et l'Organisation de l'aviation civile internationale ont renforcé leurs efforts multilatéraux pour empêcher les menaces terroristes contre les systèmes de transport et faire face au risque que des terroristes n'acquiescent et n'utilisent des MANPADS. Toutes ces institutions ont adopté des décisions, des mesures et des directives indispensables pour limiter le risque d'utilisation non autorisée de MANPADS.

Ces initiatives internationales considèrent différents acteurs : terroristes, utilisateurs finals non étatiques ou utilisateurs non autorisés. Il reste à examiner de manière plus approfondie la situation des groupes armés non étatiques s'agissant d'autres catégories d'armes, comme les armes légères.

En Colombie, les groupes armés non étatiques sont la principale cause des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ; ils sont aussi les principaux acteurs de la violence. Leurs actions terroristes sont financées par des activités criminelles au niveau international comme le trafic de drogue et d'armes légères.

En Colombie, comme dans d'autres régions du monde, les groupes armés non étatiques se procurent des armes légères sur le marché noir ou détournent des armes que se vendent les États.

Les armes légères que les groupes non étatiques parviennent à se procurer représentent une menace quotidienne que nous devons combattre. Pour l'instant, la communauté internationale n'a pas engagé d'action systématique et déterminée pour traiter cette question.

Les flux d'armes sont internationaux. La responsabilité est partagée et une solution ne sera possible que si tout le monde accepte de s'engager. Chacun doit faire des efforts pour s'engager, de manière régulière et déterminée, dans des discussions qui permettront de bien comprendre le

problème et les obstacles qui gênent les initiatives visant à empêcher la diffusion d'armes aux groupes non étatiques.

Nous comprenons la complexité de cette question et les différents points de vue concernant la stratégie à suivre. Nous nous félicitons de l'initiative du *Forum du désarmement* qui consacre un numéro à la question des groupes armés non étatiques, qui représentent, pour les institutions démocratiques et la population civile, une véritable menace. Nous espérons que cette question va susciter un intérêt croissant au sein de la communauté internationale et qu'elle figurera bientôt à l'ordre du jour des négociations en matière de désarmement et de maîtrise des armements.

Ambassadeur Clemencia Forero Ucros

Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève